

EN ROUTE POUR LE SUD 66

LE JOURNAL DE SUD EDUCATION DES PYRENEES-ORIENTALES

AUSTÉRITÉ

Par Patrice Bégnana

La baisse de 22% du salaire minimum en Grèce ramené à 586 euros brut sur 14 mois (la baisse est de 32% pour les moins de 25 ans), la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires et des coupes dans les retraites, sont les mesures du nouveau plan d'austérité infligé par l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI qui méritent d'être relevées. L'actuel gouvernement grec dit d'union nationale regroupe les partis sérieux – l'extrême-droite s'en est retiré, l'extrême-gauche n'y était pas invitée – ceux qui ont vocation à gouverner. La Grèce n'est-elle pas un modèle ?

On sait les "raisons" de l'austérité. Les Grecs auraient vécu au-dessus de leurs moyens – comme nous. Ils ont emprunté à des banques pour couvrir un déficit public – comme nous. Ils doivent payer – nous devons payer. Nos propres gouvernants veillent au respect par le gouvernement grec

de ses engagements. Nul doute que demain ils veilleront à faire eux-mêmes ce qu'ils ont fait faire à autrui. Le parlement grec a eu le choix entre voter l'austérité ou voter l'austérité. Bref, il n'y a qu'une politique sérieuse.

Ce qui arrive aux Grecs ne nous est pas étranger. Depuis dix ans, des centaines de milliers de postes de fonctionnaires (près de 160 000 dans l'Éducation nationale depuis l'an 2000) ont été supprimés. Depuis deux ans le gel du point d'indice, couplé à l'inflation, nous fait perdre officiellement 1,5% à 2% de notre pouvoir d'achat chaque année. Cette baisse vient après celle du pouvoir d'achat due à des augmentations du point d'indice inférieures à l'inflation officielle depuis de nombreuses années. Enfin, l'augmentation du taux de cotisations pour la retraite diminue notre pouvoir d'achat. On se souvient du Contrat Première

SOMMAIRE

Édito : Austérité	1-2	Les chibanis de Perpignan : quand la lutte collective commence à porter ses fruits.....	6-7
RASED sabordés, école sacrifiée, élèves abandonnés.....	3	Et hop, plus de vingt ans en arrière !	8
Le secret pour résister au management néolibéral qui envahit l'école	4-5		

ÉDITO

Embauche que la rue avait réussi à rejeter. On se souvient du passage à la retraite à 62 ans conjugué à une augmentation de la durée de cotisation.

Après la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie... la France ?

Comme le péché originel, la dette est cette faute commise par tous à l'origine. Car, jusqu'à preuve du contraire, aucun Grec au salaire minimum n'a, de son fait, contracté quelque dette que ce soit avec les banques qui réclament le remboursement. La dégradation par les agences de notation de l'État grec qui le conduit à emprunter à des taux de plus en plus élevés n'est pas non plus le fait des fonctionnaires qui vont se retrouver sans emploi, voués à la pauvreté, à l'absence de soins médicaux, voire à la disette qui gagne une grande partie de la population.

Qui dit austérité, dit décroissance. Non pas celle imaginée par certains comme solution aux problèmes économiques, décroissance voulue et organisée qui implique de déterminer quelles sont les dépenses nécessaires et quelles sont les dépenses superflues. Non, la décroissance que vont subir les Grecs a un vieux nom : misère.

La Grèce n'était pas un pays riche. L'Union européenne prépare dans le pays où l'Europe s'était réfugiée en fuyant Zeus, l'instauration d'un Tiers-monde avec une main d'œuvre à bas coût.

Moins de postes de fonctionnaires veut dire moins de services publics. Par conséquent, les services – éducation, santé, sécurité, etc. – devront être assurés par le privé. Dans les deux cas, il faut payer. Mais alors que lorsque le

service est public, l'impôt, voire l'impôt progressif assure pour tous un service équivalent, lorsqu'il est privé, il est soumis à la loi de l'offre et de la demande. Dans le premier cas, le service public ne vise pas à faire du profit. C'est pour cela qu'il ne coûte pas mais rapporte à tous toujours plus que l'investissement de départ. Dans le second, le service privé rapporte au petit nombre ce que paie le grand nombre. Les pauvres et les classes moyennes s'appauvrissant voient donc leur possibilité d'accéder aux services diminuer. Les classes supérieures s'appauvrissent d'une vie réduite à la vanité d'avoir plus que les autres.

Un salaire minimum diminué veut dire une baisse de tous les salaires. Et là, la logique de l'austérité éclate. En quoi le salaire est-il impliqué dans la dette ? En quoi gagner moins pour les salariés grecs a-t-il à voir avec le déficit public ?

En réalité, la dette est le mécanisme pour imposer l'ordre néolibéral : privatisation de tout pour tous, concurrence

de tous pour tout. La jungle de béton comme modèle de la civilisation supérieure.

Les Grecs appauvris continuent à lutter, pour eux, mais aussi pour tous les Européens. Ils nous rappellent à cette exigence : seule la lutte a permis et donc permettra un réel progrès de la civilisation. ■



RASED SABORDÉS, ÉCOLE SACRIFIÉE, ÉLÈVES ABANDONNÉS

Par Francis Maury

Politique à haut risque pour les élèves en difficulté, et pour tous les élèves en général.

À partir de la rentrée 2012, plus de 250 000 élèves par an n'auront plus d'aides spécialisées...

Pour le département des PO, **16 écoles sont touchées par une mesure de fermeture contre 17 ouvertures seulement.** 19 ouvertures de plus eussent été nécessaires pour accompagner la hausse démographique (+332 élèves à la rentrée). **RASED** : les fermetures de 20 postes E et 7 postes G, **soient 27 fermetures.** **REPLACEMENTS** : suite à une refonte des postes tous les collègues (ZIL, TMB maladie, TMB F.C) seront obligés de participer au mouvement, et l'addition est lourde : **11 postes supprimés.** La dégradation des moyens de remplacements reste un élément majeur de la dégradation des conditions de travail comme de la qualité des enseignements. **Mesures techniques d'encadrement pédagogique : 3 postes supprimés.**

La nouvelle carte scolaire révèle un véritable abandon du service public d'éducation. L'école tout entière est touchée avec des conséquences tragiques pour les plus fragilisés de ses élèves : RASED massivement supprimés, augmentation des effectifs par classe, dégradation des formations initiale et continue des maîtres, diminution des postes de remplaçants, abandon de la scolarisation des 2 ans, conditions dégradées de scolarisation pour les élèves en situation de handicap.

Le ministère a décidé de tirer à boulets rouges sur les postes des RASED et saborde ainsi le seul dispositif gratuit d'aides spécialisées à l'intérieur de l'école, déjà largement attaqué et sinistré depuis 2008. À nouveau des milliers d'élèves sont sacrifiés, sous couvert d'une dette publique qui masque en réalité une vision ultralibérale de l'éducation.

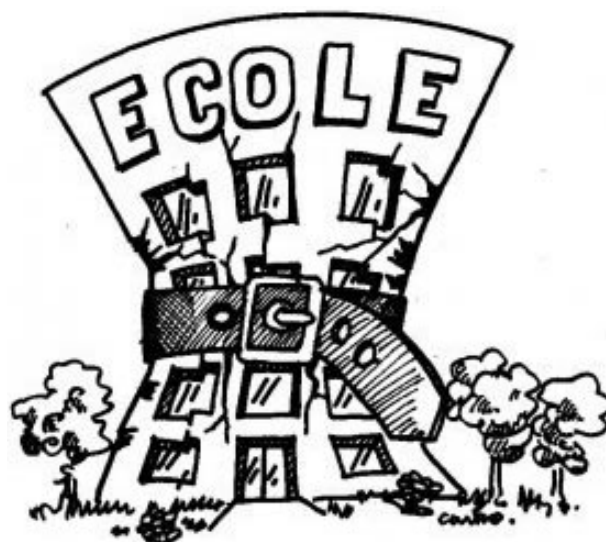
Attaquer les RASED, c'est supprimer le regard bienveillant des enseignants spécialisés sur les

élèves en difficulté. C'est laisser des enfants, pour lesquels la réponse pédagogique du maître de la classe n'est pas suffisante, s'enfoncer résolument dans l'échec scolaire, la violence ou l'exclusion. C'est ne plus accompagner les familles et délaisser des enseignants désarmés par des enfants qui n'apprennent pas. C'est externaliser la difficulté scolaire vers le secteur privé en renvoyant aux familles la responsabilité et la charge d'en supporter le coût.

Quoi qu'on pense de l'aide personnalisée et des stages, ils ne peuvent en aucun cas remplacer les RASED. Chacun le sait, depuis les collègues jusqu'à l'Inspection générale qui l'a clairement exprimé.

La difficulté scolaire est complexe et multiforme. L'école a besoin de professionnels spécialisés, pour croiser les regards et enrayer l'échec scolaire. Les conséquences de ce naufrage coûteront très cher à la société.

L'école est menacée, il est urgent de la défendre ! ■



LE SECRET POUR RÉSISTER AU MANAGEMENT NÉOLIBÉRAL QUI ENVAHIT L'ÉCOLE

Par Sud éducation Bourgogne

En exclusivité, SUD Education vous donne les secrets qui vont permettre de gagner la lutte contre le néo-libéralisme qui envahit le système éducatif. Il nous a suffi pour cela à SUD éducation de commander un rapport à des experts indépendants qui, moyennant une dizaine de centimes d'euros, ont fait une méta-étude de comparaison de toutes les luttes menées dans le monde qui se sont conclues par une victoire des travailleurs-ses : ici pour plus de justice sociale, là pour obtenir un salaire décent, ou là encore pour mettre à bas un système de pouvoir autoritaire. Qu'ont constaté alors les brillants analystes que nous avons mandatés ? Une chose toute simple. Partout dans le monde, petites ou grandes, ces luttes victorieuses ont un point commun. Elles ont commencé par le même processus :

« **Se redonner des mots, du temps, et de l'espace.** »

Appliquons donc cette recette secrète au système d'éducation gangrené par le management néolibéral.

Se redonner des mots

Les néolibéraux nous volent nos mots : en détournant le sens émancipateur initial de nos mots, vers un sens réactionnaire, autoritaire, et marchand. C'est ainsi que l'égalité est devenue l'égalité des chances (soit le droit accordé à la tortue d'être sur la même ligne de départ que le lièvre). C'est ainsi également que les compétences qui étaient utilisées jusqu'à maintenant librement par certains collègues dans leur pédagogie pour baliser la progression des élèves sont devenues un élément de fichage généralisé en direction des entreprises : le livret personnel de compétences. C'est ainsi encore que le projet pédagogique est devenu le projet d'établissement : un cahier des charges à respecter pour (espérer) obtenir un budget de fonctionnement décent. Les exemples de mots

ainsi volés sont encore nombreux.

Alors à notre tour détournons leur novlangue et soyons inventifs dans notre prose collective et syndicale. Re-poétisons nos luttes. Déployons le conflit linguistique. Réinventons les formes et les contenus de nos journaux collectifs, nos tracts, nos affiches. Intervenons dans les réunions institutionnelles (conseils d'administration, conseils pédagogiques, etc.) pour en dénoncer l'absurdité et le caractère morbide. Soyons « SUDversifs ».

Se redonner du temps

Les néo-libéraux nous volent du temps : par la multiplication des tâches (souvent absurdes et inutiles au détriment du véritable travail), par la multiplication des réunions, par la multiplication des « projets » divers qui empiètent sur notre travail avec les élèves. On nous vole du temps pour nous empêcher de penser, de nous réunir, de discuter du sens de notre métier. Il s'agit d'éviter à tout prix l'action collective et d'empêcher l'émergence d'alternatives.

Alors, redonnons-nous du temps en utilisant toutes nos heures mensuelles d'information syndicale, nos droits aux stages de formation syndicale (12 jours par an), en organisant des discussions collectives en dehors de notre temps de travail et en boycottant les réunions qui ne sont pas dans nos obligations de service.

Se redonner de l'espace

Les néolibéraux confisquent nos espaces : par l'invasion du numérique qui abolit la frontière entre lieu de travail et domicile, par l'uniformisation et la dégradation des locaux et du mobilier sur notre lieu de travail, par l'uniformisation de la pédagogie.

Ré-investissons l'espace « lieu de travail » : il est à nous, pas à eux. Transformons la salle des profs, enrichissons le panneau syndical, organisons les tables en cercle, personnalisons

nos casiers, etc. Protégeons notre espace privé : combattons l'espace numérique de travail, refusons de nous aliéner à un outil de travail. Gardons enfin un espace de penser notre travail : on nous serine de suivre une progression didactique uniformisée, standardisée. Dans les IUFM, nous, les stagiaires du 2nd degré avons bouffé, comme des oies du sud-ouest, de la didactique, sans jamais ou presque évoquer la question du sens de l'enseignement et de la pédagogie. D'autres pédagogies existent (groupe français d'éducation nouvelle, pédagogie Freinet, etc.). Réinvestissons ce chantier des nouvelles pédagogies, et imaginons-en d'autres.

Retrouvons le sens collectif et remettons un peu de relations humaines dans ce monde glaçant.

On veut nous faire croire que tout le monde serait remplaçable. Mais non : chacun est irremplaçable. Faisons attention à ceux qui souffrent dans nos établissements de ce management inhumain. Ce n'est pas nous qui sommes inadaptés, mais bien le système qui broie les individus. Cessons de nous replier sur nous-mêmes, soyons solidaires. On voudrait également nous faire croire que tout est normal et inexorable, qu'il n'y a pas de problème, que tout se vaut. Que ceux qui souffrent ou voient des problèmes partout sont « paranos ». Non : réaffirmons nos positions et défendons-les collectivement.

Notre hiérarchie tente de nous diviser et de casser le collectif en montant les personnels les uns contre les autres, en individualisant les rapports entre la hiérarchie et les personnels, en intimidant, en surveillant, en harcelant... ou plus simplement en achetant l'allégeance de certains collègues par la distribution de faveurs (heures supplémentaires, organisation du travail favorable, primes...), ou par la mise en place d'échelons hiérarchiques intermédiaires (ex : les nouveaux préfets des études, l'accroissement des pouvoirs des directeurs d'écoles). La création de collectif doit donc passer parfois par des rapports conflictuels avec certains collègues qui sont de fait devenus nos supérieurs. C'est parfois regrettable mais le faux consensus ne fait rien

avancer du tout, c'est la négation de la démocratie et de la diversité. C'est faire le jeu du pouvoir : « pas de vagues ».

Dans les établissements nous devons également construire et développer un travail collectif avec les parents. Nous avons tous certains élèves qui nous cassent les pieds, pour utiliser un euphémisme. Bien souvent nous sommes tentés de rejeter la faute sur eux ou sur l'éducation qu'ils ont reçue de leurs parents. C'est naturel de se protéger ainsi mais ne nous voilons pas la face : cette fracture de plus en plus abyssale entre corps enseignant et parents, entre fonctionnaires et usagers, n'est pas due au hasard, elle est organisée. Il s'agit de l'un des maillons du sabotage généralisé du service public avant sa braderie au secteur privé. Les parents d'élèves et les élèves souffrent autant sinon plus que nous de ce système scolaire qui exclut et joue le rôle d'un ascenseur social qui partirait du sous-sol pour la grande majorité et de l'avant-dernier étage pour un groupuscule de privilégiés. Les parents d'élèves, travailleurs dans le public ou dans le privé, avec des boulots précaires, au chômage, ou encore au RSA, souffrent autant ou plus que nous et sont aussi broyés par le système. Tous les secteurs sont touchés par la destruction de la vie au profit d'une minorité.

Nous devons résister et lutter pour construire ensemble une autre école, plus égalitaire, plus vivante, plus émancipatrice, plus humaine.

Certains diront : ça ne sert à rien de lutter à notre petite échelle, localement, de ne s'attaquer qu'aux petits maillons locaux de la chaîne néolibérale : ce qu'il faut, c'est attaquer le néolibéralisme lui-même. Ah oui ? Peut-être, mais alors où va-t-on le chercher, ce néolibéralisme, pour le détruire ?

C'est bien sur nos lieux de travail et au quotidien, en interaction avec les luttes qui se mènent partout ailleurs, que nous pouvons transformer les choses. Voilà le secret d'une lutte victorieuse :

« Se redonner des mots, du temps, et de l'espace, pour reconstruire du collectif »

LES CHIBANIS DE PERPIGNAN : QUAND LA LUTTE COLLECTIVE COMMENCE À PORTER SES FRUITS

Par Anne-Julie Borne

Qu'est-ce qui fait qu'une lutte prend, qu'elle se met à gagner ? Difficile à analyser. Mais, dans ces temps rigoureux me vient l'envie de raconter un bout d'histoire « chibanie »... un bout de notre histoire, celle de nos vieux messieurs maghrébins arrivés en France pendant les Trente Glorieuses, alors que le pays avait besoin de bras. Ils sont d'ici et d'en face... ni d'ici, ni d'en face... victimes d'une injustice de plus, légale au premier abord et très circonscrite, de celles qui tordent bien le ventre et qui donnent envie de se révolter !

Depuis des mois, à Perpignan, une vingtaine de vieux immigrés retraités, les chibanis (« cheveux blancs » en arabe dialectal), se battent pour le rétablissement de leurs droits sociaux. Ces maigres subsides leur ont été coupés brutalement par l'administration qui les considère comme fraudeurs pour avoir enfreint l'obligation de résider en France plus de 8 mois par an. Depuis des mois, jusqu'à deux ans pour certains, ils vivaient avec rien ou presque. Depuis des mois le collectif « S.O.S. chibanis » soutenu par des associations, des syndicats, des partis politiques multiplie les réunions, les actions de soutien, de montage de dossiers et de communication, les rassemblements et les manifestations. Tout récemment, début 2012, les versements du minimum vieillesse ont repris pour quelques-uns d'entre eux et les dossiers sont en cours de traitement pour les autres. Une première victoire ! Mais la caisse de retraite exige le remboursement de sommes impressionnantes à l'échelle de leurs revenus. Surtout, la liberté de circulation de ces vieux migrants est toujours bafouée par la loi !

Ce 22 février 2012, le rendez-vous donné à 7h45 place Jean Moulin, le car, les sacs avec pique-nique, les mines réjouies des uns et des autres, la mer vue du bus, la pause sur une aire d'autoroute : on dirait un départ en vacances. 40 personnes, moitié chibanis, moitié soutiens sont en route pour la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail) de Montpellier. Le directeur, apprenant la balade par la bande, a téléphoné pour donner rendez-vous. Il attend sur

place devant l'entrée, bien gardée. Un tout nouveau collectif de Montpellier est là aussi avec de nombreux autres chibanis. Il y a les médias. Des jeunes du MIB (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues) lancent des slogans pour la justice et la dignité de ces retraités.

C'est le deuxième voyage ici. Après des mois de tentatives de contact infructueuses, le 20 juin 2011, le collectif avait manifesté et occupé la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) voisine de la CARSAT pour arracher un rendez-vous. Le principe de la reprise des versements de l'ASPA (allocation de solidarité qui vient compléter la pension de retraite à hauteur de 740 euros) pour tous les chibanis du collectif de Perpignan avait alors été acté. Après le rétablissement de leur droit à l'APL (allocation logement), la victoire est en marche ! Mais cela traîne... Le collectif organise alors deux actions à la CARSAT de Perpignan le 9 novembre et le 11 janvier pour se rappeler à l'administration...

Aujourd'hui, il s'agit de défendre les 7 chibanis qui attendent encore la reprise des versements. Lors de l'audience, la CARSAT s'engage à régler la situation dans les semaines à venir et à faire bénéficier le collectif 34 du traitement spécifique et prioritaire des dossiers qu'ils présenteront. Reste le gros morceau sur lequel l'organisme ne recule pas : la question de la soi-disant « dette » des chibanis ! Il s'agit de sommes versées et considérées comme indues. La CARSAT en exige le remboursement.

Cela mérite quelques explications. En effet, si le temps passé hors de France par ces migrants (dont la famille est presque toujours au pays

CHIBANIS

d'origine) était supérieur à 4 mois (6 mois depuis janvier 2012), ils sont considérés comme « non résidents » et la quasi-totalité de leur droits sociaux en matière de minimum vieillesse, d'aide au logement, ou de protection maladie leur sont supprimés. Cela se produit souvent sans que la décision ne leur soit notifiée... et sans que quiconque se soit assuré au préalable que ces vieux messieurs aient eu connaissance de la loi. Peu importe que la police marocaine fasse des erreurs sur les dates d'entrée et de sortie du pays. Peu importe aussi que les conditions dans lesquelles s'opèrent les contrôles effectués par les organismes soient souvent discriminatoires et entachées d'illégalité. La HALDE l'a dénoncé dans une délibération prise à la suite d'un contrôle par une CAF (caisse d'allocation familiale) dans un foyer de travailleurs migrants. En effet, ils ciblent des foyers de travailleurs immigrés et se caractérisent par des exigences illégales des contrôleurs.

À la suite de ces opérations, à Perpignan, l'administration a frappé dur ! Il y a eu la suspension des allocations, déjà évoquée. Un an en moyenne, jusqu'à deux ans et 3 mois passés à survivre avec une minuscule pension de retraite (entre 20 et 300 euros). Puis il y a eu les poursuites pour fraude devant des juridictions pénales. Et enfin, il y a le redressement jusqu'à 24 000 euros pour l'un d'eux, 15 000 euros en moyenne. Des dizaines d'années d'échéancier... à prélever sur un revenu déjà misérable. On ponctionne dès que possible. Par exemple, les prestations dues au titre de 2011 (et dont le remboursement avait été promis en juin par la CARSAT) sont confisquées pour éponger « la dette ». Le collectif continue de se battre pour son annulation.

Devant la CARSAT, une journaliste demande à l'un d'eux, originaire du sud du Maroc comment il vit. Comme un clochard – c'est le mot qu'il choisit – grâce à l'aide alimentaire du Secours populaire. Que ressent-il ? Silence... de

l'injustice... d'être traité ainsi par l'État après avoir été maltraité par les patrons. Cela fait trois ans qu'il n'est pas rentré au Maroc où vivent sa femme et toute sa famille. Il a 80 ans. Il a travaillé durement la plus grande part de sa vie en France, pour des employeurs peu scrupuleux qui n'ont pas payé les cotisations. Et c'est donc lui le fraudeur ? C'est dur à avaler !

Si ces pratiques contestables de contrôle se généralisent dans de nombreuses villes, les associations de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI, FASTI) alertent sur un nouveau piège. Quand les migrants âgés vont renouveler leur carte de séjour de dix ans, on leur propose une « carte retraité » qui leur permet de voyager sans limite de durée. Mais ils perdent la plupart de leurs droits sociaux, dont la couverture sociale, et ne pourront avoir des soins sur le sol français qu'en situation d'urgence.

Heureusement la lutte des chibanis, partie de Toulouse, s'étend. Mais elle ne sera victorieuse que le jour où ces retraités auront acquis la reconnaissance du droit d'aller et venir en liberté avec le maintien de leurs droits sociaux. Pour cela, il faut obtenir la modification du cadre juridique. Le directeur de la CARSAT n'a pas peur

de l'énoncer : il restera dans le cadre de la loi ! Pendant ce temps, devant le bâtiment, un sourire vient à un vieux migrant qui reprend timidement le slogan « justice pour les chibanis ! ». Et ses yeux se remplissent de larmes. Cette lutte ne peut attendre. Certains sont déjà morts, d'autres sont rentrés poussés par la misère. Beaucoup sont très âgés ! Il y a urgence : liberté de circulation et d'installation pour les chibanis ! Liberté de circulation et d'installation pour tous les êtres humains ! ■

**liberté de circulation
et d'installation
pour les chibanis !**

**Liberté de circulation
et d'installation pour
tous les êtres humains !**

éducation
Sud66

3, impasse San Gil
66000 PERPIGNAN

tél. : 06.84.89.01.17

e-mail :
sudeducation.66@laposte.net

site web
départemental :
www.sudeducation66.org

Site web
national :
www.sudeducation.org

**Permanences
tous les vendredis**

L'Équipe Syndicale de SUD Éducation 66 :

- Francis Maury (déch. 6h)
- Anne-Julie Borne (3h)
- Emmanuel Peroy (3h)
- Marc Anglaret (3h)
- Patrice Bégnana
- Michel Benkemoun
- Patrick Billard
- Nicolas Lambert
- Mikaël Thévenot

En route pour le Sud 66
Trimestriel

N° 33 - Mars / Avril / Mai 2012

N° de CPPAP : 0913 S 06756

Directeur de publication :
Benjamin Garcia

Journal imprimé par
SUD Éducation 66
3, impasse San Gil
66000 Perpignan

ET HOP, PLUS DE VINGT ANS EN ARRIÈRE!

Par Anne-Julie Borne

Le décret du 17 février autorise l'alternance dès la quatrième et rétablit une possibilité de palier d'orientation en fin de cinquième. On peut désormais mettre en place « des dispositifs spécifiques (...) comportant, le cas échéant, des aménagements d'horaires et de programmes (...) des dispositifs d'alternance personnalisés permettant une découverte approfondie des métiers et des formations et comprenant notamment le suivi de stages (...) dans des centres de formation d'apprentis et des sections d'apprentissage ».

Cela fait un moment que le collège unique est mis à mal. L'instauration du socle commun de connaissances, programme au rabais pour les élèves en difficulté, en avait sonné le glas. Là, c'est de fait sur ce minimum garanti que l'on revient en autorisant « une liste de dispositifs d'aide spécifique qui peuvent être proposés aux élèves des collèges qui éprouvent des difficultés dans l'acquisition du socle commun ».

Tu as 13 ans, tu ne sembles pas en voie d'acquisition du socle commun, tu le manifestes bruyamment, l'école a désormais le droit de se débarrasser de toi. Voilà qui va réduire les inégalités ! ■

